

Discours de Joschka Fischer sur l'avenir de l'Europe et le partenariat franco-allemand (Fribourg, 30 janvier 2001)

Légende: Le 30 janvier 2001, lors d'un discours au Centre français de l'Université de Fribourg-en-Brisgau, Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères, souligne l'importance d'un renforcement du partenariat franco-allemand pour l'avenir de l'intégration européenne.

Source: Web-Archiv - Die Zukunft Europas und die deutsch-französische Partnerschaft, Rede von Bundesaußenminister Joschka Fischer am 30. Januar 2001 vor dem Frankreich-Zentrum der Universität Freiburg. [ONLINE]. [Berlin]: Auswärtiges Amt, [05.11.2004]. Disponible sur http://www.auswaertiges-amt.de/www/de/infoservice/presse/presse_archiv?archiv_id=1239.

Copyright: (c) Auswärtiges Amt

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_joschka_fischer_sur_l_avenir_de_l_europe_et_le_partenariat_franco_allemand_fribourg_30_janvier_2001-fr-19480146-ae28-4934-bf58-87a2f7a4fe67.html

Date de dernière mise à jour: 04/03/2014

Discours prononcé par M. Joschka Fischer, Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, devant le Centre français de l'Université de Fribourg, le 30 janvier 2001

L'avenir de l'Europe et le partenariat franco-allemand

Demain, comme vous l'avez indiqué, Monsieur Mangold, se rencontreront à Strasbourg, non loin d'ici, le président Chirac, le premier ministre Jospin, le chancelier fédéral Schröder et leurs ministres des Affaires étrangères. Vous comprendrez certainement qu'il ne m'est ni possible ni permis d'anticiper aujourd'hui sur ce dont nous voulons parler demain. Je n'ai donc pas l'intention de consacrer cet exposé, dont la date n'a pas été fixée par le Centre français de l'Université de Fribourg en fonction de considérations politiques, à spéculer sur demain; je préférerais échanger avec vous quelques réflexions de fond sur le partenariat franco-allemand et son importance pour l'avenir de l'Europe.

Depuis le Conseil européen de Nice il y a quelques semaines, la presse des deux côtés du Rhin s'est livrée à de nombreuses interprétations, et des bruits ont couru sur de prétendus vainqueurs et une modification des poids politiques.

Je n'ai que faire de ces interprétations. Une telle conception est rétrograde et ne fera pas avancer l'Europe. En outre, cette interprétation de Nice est tout simplement erronée. Elle confond beaucoup trop de choses et révèle surtout une profonde méconnaissance du caractère du partenariat franco-allemand et du processus d'unification européenne. De même, je considère que la question de savoir si l'Allemagne dépend désormais plus de la France ou la France plus de l'Allemagne, et s'il en allait autrement auparavant, est une question qui induit complètement en erreur. L'Europe se fonde sur l'entente franco-allemande, sur notre étroit partenariat. Cette relation n'est pas interchangeable et il en ira de même pour l'avenir de l'intégration européenne. Pour comprendre pourquoi il en est ainsi, il faut examiner très soigneusement ce qui a changé depuis 1989 pour l'Europe, l'Allemagne et la France, et ce qui vaut encore à l'heure actuelle. Car l'année 1989, quand, avec la fin de la guerre froide, le paysage politique figé au centre de l'Europe s'est mis à bouger, marque un "glissement tectonique" de la situation politique sur notre continent.

I

Quelle était la situation avant 1989? Dans l'Europe réduite en cendres, après 1945, par l'Allemagne de Hitler, deux grands Européens français ont saisi la chance d'un renouveau fondamental: Jean Monnet et Robert Schuman. Leur principe d'intégration l'a emporté sur l'idée destructrice d'une balance des pouvoirs sur le continent européen où l'Allemagne avait toujours été trop grande pour l'équilibre précaire entre les puissances, mais trop petite pour une hégémonie. La réunion d'éléments de la souveraineté des six États fondateurs dans l'intégration européenne, d'abord au sein de la "Haute Autorité" de la Communauté économique du charbon et de l'acier, précurseur de la Commission européenne, fut une "révolution" politique. Ce processus d'intégration a offert aux États et aux peuples qui s'y sont associés 50 ans de liberté, de paix et de prospérité sans pareilles.

On ne saurait surestimer l'importance de la clairvoyance stratégique et du courage politique manifestés par la France en faisant, dans le meilleur sens du terme, "cause commune" dans l'intégration européenne avec l'Allemagne, l'"ennemi héréditaire" qui lui avait fait la guerre par trois fois en 70 ans. Ils ont été, avec la décision des États-Unis de rester présents en Europe après 1945, la réponse à la déflagration historique qui, depuis le XIX^e siècle, a causé d'immenses souffrances à l'Europe et déclenché deux guerres mondiales, à savoir la réponse à la question "Où se situe l'Allemagne?". La photo du général de Gaulle et Adenauer dans la cathédrale de Reims symbolise ce triomphe de l'idée d'intégration sur les ravages de l'ère du nationalisme.

Qu'est-ce qui a changé depuis 1989? Avec la chute du Rideau de fer et du Mur de Berlin, l'intégration européenne n'était plus obligatoirement limitée à l'Europe occidentale et à l'ancienne République fédérale. Depuis lors, l'Allemagne s'est prononcée avec un grand engagement en faveur de l'admission des Européens du centre et de l'Est. En effet, l'élargissement apporte aussi dans l'Est, pour l'Allemagne unie, une réponse durable et irréversible à la vieille question "Où se situe l'Allemagne?": l'Allemagne a trouvé sa place, dans

des frontières immuables, au sein d'une Europe non divisée et intégrée. L'adhésion de la Pologne à l'OTAN et à l'Union européenne marquera, du point de vue allemand, l'achèvement d'une politique qui a commencé par le geste symbolique de Willy Brandt, agenouillé devant le monument commémoratif du ghetto de Varsovie, il y a trente ans.

Toutefois, ce serait une grande méprise de conclure, à partir de la signification que revêt pour l'Allemagne l'élargissement à l'Est, que ce dernier est avant tout un projet allemand. C'est le Français Robert Schuman qui, en 1963, déclarait très clairement que "nous devons faire l'Europe, non seulement dans l'intérêt des peuples libres, mais aussi pour pouvoir y accueillir les peuples de l'Est qui, délivrés des sujétions qu'ils ont subies jusqu'à présent, nous demanderont leur adhésion, et notre appui moral". Cet appui de l'Europe libre, non divisée, et de l'élargissement détermine aussi la politique française d'aujourd'hui.

L'élargissement de l'Union européenne est à la fois une chance historique et une nécessité politique. Si l'Union refusait de s'ouvrir aux démocraties d'Europe centrale et orientale, l'idée même de l'intégration risquerait de se vider inévitablement de son sens et de finir par s'autodétruire. Abandonner ces pays à l'ancien système d'équilibre avec ses orientations nationalistes, ses coalitions forcées et la politique d'intérêts classique ferait durablement de l'Europe un continent d'insécurité. Les guerres dans les Balkans devraient nous servir d'avertissement. L'élargissement de l'Union européenne signifie donc plus de sécurité, plus de prospérité pour tous les États membres, actuels et futurs.

La construction européenne a été conçue au départ à Paris et marquée dès le début au sceau de la France. Cela sera vrai également pour la future Europe élargie. Ce sont les valeurs de la Révolution française et du siècle des lumières qui déterminent de tout temps l'intégration européenne et la rendent si attrayante pour les États d'Europe centrale et orientale: liberté, égalité, fraternité. C'est la force d'attraction de la primauté du droit, de l'égalité des droits, entre petits et grands États membres précisément, de la solidarité entre riches et moins riches, qui attire les pays candidats vers l'Union européenne. Des valeurs et des institutions qui portent très fortement l'empreinte de la France.

La communauté européenne des valeurs, les droits de l'homme, qui nous semblent aller de soi aujourd'hui, ont été déterminés de manière décisive par l'histoire des idées et la culture françaises. Certes, au cours de son histoire, la Grande-Bretagne y a elle aussi considérablement contribué - par la démocratie parlementaire -, tout comme la révolution américaine. La Charte des droits fondamentaux que les chefs d'État et de gouvernement ont solennellement proclamée à Nice, et dont nous entendons faire l'assise des valeurs de l'Union, reflète la force de ces valeurs universelles. Du fait de cette tradition, la France a un sens particulièrement aigu, même à l'ère de la mondialisation, de la sauvegarde du patrimoine culturel européen, de la diversité culturelle - ce qui est très important pour nous tous.

Permettez-moi toutefois de réfuter, à cet endroit, l'opinion selon laquelle l'Allemagne est seule à profiter de l'élargissement au plan économique. Je pense qu'il est temps d'abandonner les vieux clichés et de voir les réalités économiques. L'économie française si étroitement liée à l'Allemagne a été beaucoup plus dynamique que l'économie allemande ces dernières années – nous devons et nous voulons parachever l'unité –, et le franc français, lui aussi, a été nettement plus stable que le mark allemand pendant les années qui ont précédé l'introduction de l'euro. En tant que nouveau citoyen de Berlin, j'ajouterai que l'eau qui coule dans mes robinets est de source française puisqu'elle provient de la plus grande compagnie des eaux du monde.

II

Mais quels changements implique pour l'Union européenne le plus grand élargissement de son histoire? Et quelles sont les implications pour la France et l'Allemagne?

L'Union européenne des 27 devra faire face à d'autres défis que la Communauté des Traités de Rome, que la Communauté des 12 et que l'Union des 15. L'intégration européenne s'est toujours développée selon un processus équilibré d'élargissement et d'approfondissement. Avec le plus grand élargissement depuis sa création, l'Union doit adapter en conséquence ses institutions et ses mécanismes de décision, pour demeurer capable d'agir et pouvoir légitimer démocratiquement son action de manière convaincante. Outre

l'élargissement, les défis de la mondialisation exigent plus et non pas moins de capacité d'action de la part de l'Europe.

Je trouve remarquable la façon dont ce débat a évolué ces derniers mois. Rares sont ceux aujourd'hui qui contestent la nécessité d'un futur approfondissement en tant que conséquence de l'élargissement. L'importance historique du Sommet de Nice réside dans le fait qu'il permet de passer concrètement à la fois à l'élargissement de l'Union et à l'approfondissement de l'Union, c'est-à-dire qu'il garantit précisément le parallélisme indispensable de l'élargissement et de l'approfondissement. Voilà pourquoi Nice a été un grand succès, que nous devons à la présidence française.

Les incontestables divergences d'opinion de tous les partenaires, que la présidence française a dû concilier au cours de difficiles négociations pour déboucher sur un résultat, étaient l'expression du seuil devant lequel se trouve l'intégration européenne: si l'élargissement exige davantage d'intégration afin de garantir la capacité d'action de l'Europe, nous ne devons pas uniquement penser à l'efficacité, mais aussi à la légitimité démocratique. À cet égard, les relations entre l'Union et les États-nations seront l'une des questions importantes à régler dans les années à venir. En effet, à l'avenir aussi, l'État-nation, avec ses traditions culturelles et démocratiques, sera, pour les citoyens d'Europe, le premier véhicule de leur identité. Il constitue le cadre le plus important de la langue, de la culture et de la tradition, et, même dans une grande Union, il demeurera irremplaçable pour assurer efficacement la légitimation démocratique des décisions européennes. D'autre part, au XXI^e siècle, les États membres dépendront essentiellement d'une Union européenne capable d'agir et légitimée démocratiquement.

À quoi ressemblera donc l'Europe de demain? L'enjeu est une Union élargie et capable d'agir, dotée de compétences transparentes, et le partage des responsabilités entre l'Europe, ses États-nations et les régions. Mais ce n'est pas tout: comment réussirons-nous à structurer la démocratie européenne afin qu'elle représente dans une même mesure l'Europe des citoyens et l'Europe des États-nations? Comment configurer un pouvoir exécutif européen capable d'agir? Comment pensons-nous atteindre l'approfondissement – suffit-il de développer les coopérations renforcées convenues? Quel sera à l'avenir le rapport entre coopération intergouvernementale et structures intégrées? Et comment cette Europe en voie d'unification organisera-t-elle son étroit partenariat avec les États-Unis qui restera indispensable pour la sécurité de l'Europe?

Le débat sur ces questions vient tout juste de débiter et il ne se déroule pas sur un terrain facile. Car le droit public international classique ne propose pas de modèle pour ce qui est en train de naître en Europe.

III

Une deuxième question s'ensuit: ce projet européen peut-il réussir? Personne ne peut prédire aujourd'hui comment sera l'Europe dans 10 ou 15 ans. Et pourtant, on peut constater avec certitude que le parachèvement de l'intégration européenne, réponse que je souhaite aux défis de l'avenir et auquel s'emploie le gouvernement fédéral, ne peut réussir et ne réussira que si la France et l'Allemagne en font une cause commune. C'est là que réside l'importance, sans alternative, des relations franco-allemandes au XXI^e siècle, en plus de la nécessité, pour nous, d'un bon et étroit voisinage.

Pour l'Allemagne unie, ceci est peut-être encore plus vrai qu'avant 1989: plus elle définit ses intérêts à l'échelle européenne, plus tôt ils pourront être réalisés. Plus ils sont clairement formulés à l'échelle nationale, plus il est certain qu'ils susciteront méfiance et rejet. Plus l'Allemagne agit de manière fiable dans les institutions européennes communes, plus sa marge de manoeuvre sera grande de concert avec ses partenaires, surtout la France. Les Allemands ne peuvent pas choisir s'ils veulent ou non être européens, ils doivent l'être s'ils écoutent leur raison, soupèsent leurs intérêts et tirent les enseignements de leur histoire. La chute du Mur n'a pas supprimé l'impératif d'autolimitation, pas plus que l'unité de l'Allemagne ne lui a permis d'échapper à son histoire. Cet impératif demeure valable pour l'Allemagne unie.

Mais cela signifie aussi que, sans étroit partenariat européen et transatlantique, l'Allemagne suscite encore bien trop vite réserve et scepticisme. Dans le cadre du parachèvement de l'intégration européenne, aucun autre partenaire que la France n'entre pour nous en ligne de compte. Ce partenariat a toujours inclus et n'a

jamais exclu les autres Européens. Il n'y a pas deux autres pays en Europe qui soient plus unis que nous par leur histoire dans la responsabilité commune pour l'avenir. Nous avons des traditions et des caractéristiques culturelles très différentes, et cette différence est sans doute aussi l'une des constantes qui a survécu au tournant de 1989. Mais les points forts de la France et de l'Allemagne se complètent d'une manière particulière, toujours très productive. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons continuer d'être le gouvernail de l'Europe, même dans une Union plus grande, et faire progresser l'intégration avec nos autres amis et voisins.

Aucun endroit en Allemagne n'est mieux placé que Fribourg et la vallée du Rhin pour savoir que le lien entre la France et l'Allemagne n'est pas un lien virtuel, même à l'ère de l'Internet, ni un lien interchangeable avec d'autres partenaires, mais une liaison historique au vrai sens du terme. Ici, pendant 50 ans d'intégration, s'est tissé un réseau franco-allemand auquel la plupart d'entre vous sont étroitement liés. Mis à part la raison et les intérêts communs, ce réseau est fait d'attachement émotionnel, de nombreuses amitiés personnelles et de confiance gagnée au fil des années.

C'est sur cette base de confiance que nous devrions bâtir aujourd'hui aussi. En France, un grand débat public a lieu actuellement sur l'avenir de l'Europe. Je considère qu'il est extrêmement important de mener ce débat public le plus possible ensemble – à l'échelon des gouvernements, des parlements, des partis, des intellectuels, des citoyens, des médias. À cet égard, il ne s'agit pas d'aboutir à des résultats rapides ou préparés à l'avance. Ils seront le fruit des débats. Il nous faut plutôt - et quand je dis "nous", je pense à nous, Allemands, en premier lieu - écouter et comprendre ce que signifie pour l'autre, au plan conceptuel et surtout émotionnel, le bond dans la nouvelle Europe élargie. Nous prendrons alors des décisions communes qui pourront être approuvées par nos parlements et nos deux peuples.